

Le Monde

En Asie, naissance de la plus vaste zone de libre-échange du monde

Dès le 1er janvier 2022, ce bloc appelé RCEP, qui comprend notamment la Chine, le Japon, l'Australie et la Corée du Sud, représentera à lui seul le tiers du produit intérieur brut de la planète et le tiers de la population mondiale.

Par [Julien Bouissou](#)

Publié le 4 janvier 2022

L'Asie fait un pas important vers son intégration économique et commerciale. Le Partenariat régional économique global (Regional Comprehensive Economic Partnership, RCEP), négocié depuis 2011 et qui entre en vigueur ce 1^{er} janvier 2022, devrait donner naissance à la plus vaste zone de libre-échange du monde après un abaissement progressif des droits de douane étalé sur vingt ans. Ce nouveau bloc, qui comprend notamment la Chine, le Japon, l'Australie et la Corée du Sud, représente à lui seul le tiers du produit intérieur brut (PIB) de la planète et le tiers de la population mondiale.

Les baisses de tarifs vont surtout concerner l'industrie manufacturière, moteur de la croissance régionale, davantage que les services ou l'agriculture, un secteur encore très sensible politiquement et qui fait vivre de nombreux habitants. Selon l'analyse menée en 2020 par le Peterson Institute for International Economics, un centre d'études américain, cet accord devrait augmenter de 0,2 % le PIB de ses pays signataires, en particulier celui du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud.

A eux trois, ces pays représentent 80 % du PIB du nouveau bloc commercial, et ils ne font pas partie, contrairement aux pays d'Asie du Sud-Est réunis dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), d'un accord de libre-échange dans la région. C'est la première fois qu'un traité commercial aussi ambitieux lie ces trois poids lourds économiques. Takashi Terada, professeur à l'université Doshisha de Kyoto, va même jusqu'à qualifier le RCEP d'« *accord de libre-échange entre la Chine et le Japon* », étant donné les gains importants enregistrés par ces deux économies.

« Nouveau centre de gravité » du commerce mondial

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), qui qualifie le RCEP de « *nouveau centre de gravité* » du commerce mondial, estime qu'il augmentera les échanges dans ce bloc de 2 %, soit environ 42 milliards de dollars (37 milliards d'euros). Ces gains proviennent de la baisse des tarifs douaniers, mais surtout du détournement d'une partie des échanges avec le reste du monde.

Les exportations de l'Union européenne et des Etats-Unis vers la région devraient diminuer de 2 % et de 1 %, respectivement. Celles d'Asie du Sud seront les plus impactées, notamment le Bangladesh (- 12 %), le Pakistan (- 4 %) et l'Inde (- 2 %). « *Le monde entier va bénéficier de cet accord, car il va augmenter les revenus disponibles dans la région, qui offrira de meilleurs débouchés aux exportateurs des autres continents* », relativise toutefois Cyn-Young Park, chargée de la coopération régionale à la Banque asiatique de développement.

Avec ses vingt chapitres, l'accord porte aussi sur les barrières non tarifaires, mais ne comporte aucune règle contraignante ni aucune clause sur l'environnement, le marché du travail, la propriété intellectuelle ou encore les subventions d'Etat. Une feuille de route a été fixée pour l'harmonisation des normes et des règles, particulièrement dans les domaines du sanitaire et du phytosanitaire, qui font l'objet à eux seuls d'un chapitre entier. « *La mise en place de règles d'origines communes, conjuguée à la baisse des tarifs douaniers, va faciliter la création de chaînes de valeur dans la région* », selon Hanns Günther Hilpert, responsable du département Asie à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (Stiftung Wissenschaft und Politik).

Alors que les tensions se multiplient entre Washington et Pékin, cet accord devrait favoriser les investissements étrangers dans la région, hors de Chine. « *Le RCEP va inciter les entreprises européennes à investir en Asie du Sud-Est et s'en servir comme nouvelle base d'exportations vers le reste du monde, tout en conservant une présence en Chine pour profiter de son marché intérieur* », explique M. Hilpert.

Des gains politiques

Pour le géant asiatique, les gains sont politiques. La Chine a accéléré les négociations en 2017, pour combler le vide laissé par l'abandon d'un projet concurrent, le traité de libre-échange transpacifique (le TPP), par les Etats-Unis de Donald Trump et promu par son prédécesseur démocrate, Barack Obama. « *Le RCEP est une réponse à la montée du protectionnisme en Europe et aux Etats-Unis*, explique Cyn-Young Park. *C'est aussi une manière de faire avancer la libéralisation des échanges alors que, dans le monde, les négociations entre les 164 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce sont difficiles.* » Les sujets de négociation sont nombreux, à l'instar de la réglementation de la circulation des données ou du commerce électronique, qui jouent un rôle croissant dans les échanges mondiaux. Pékin entend bien utiliser ce pacte commercial pour étendre son influence dans la région et d'en déterminer les règles.

« *C'est un accord commercial avec un message politique fort*, dit M. Hilpert, *car, malgré leurs différends politiques, les pays d'Asie du Sud-Est renforcent leurs liens économiques avec la Chine, ce qui met en échec la volonté américaine d'isoler Pékin.* » Il relativise aussi les ambitions de la stratégie dans l'Indo-Pacifique, forgée par les Etats-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie. New Delhi a finalement décidé de rester à l'écart du RCEP, officiellement pour protéger son économie.

Cet accord n'empêche pas les tensions commerciales entre les pays signataires. Bien au contraire : quelques semaines à peine après l'avoir signé, fin 2020, [la Chine a imposé des sanctions commerciales à l'Australie](#) pour avoir critiqué sa politique de lutte contre le Covid-19. « *Mais le RCEP permet au moins de résister à la Chine à plusieurs plutôt qu'en solitaire* », souligne M. Hilpert. Aux yeux de ses signataires, l'accord négocié sous l'impulsion de l'Asean, présente l'avantage de ne pas être un cadre inféodé à Pékin.